

des armements ne peuvent ignorer les nouvelles technologies qui, par leur nature même, nous éloigneraient de la stabilité que nous cherchons à établir.

Je songe donc à une entente pour interdire l'essai et le déploiement de systèmes anti-satellites à haute altitude. De telles armes, en effet, menacent l'ensemble des moyens de communication dont nous dépendons pour gérer les crises. Que — pendant un conflit — l'une ou l'autre des parties en présence soit privée de son réseau de commandement et de conduite des opérations, et elle se trouverait totalement démunie au moment même où le maintien de la stabilité dépendrait précisément de sa capacité de prévoir, de réagir et de ne pas céder à la panique pour riposter à l'aveuglette.

Quand nous parlons d'armes déstabilisatrices comme celles-là, c'est cela la crainte que nous avons : ce sont des armes ou des techniques qui font que l'ennemi se sentirait incapable ou insuffisamment capable de répondre à une attaque atomique de l'autre camp. Et devant cette crainte, soit qu'on brise les communications, soit qu'on rende l'armement inutilisable, le danger est que, dans un moment de tension, la partie qui se sent menacée lance ses bombes atomiques, ses engins nucléaires, avant de donner à l'autre la chance de faire un coup. Et c'est cette crainte qui est aggravée par des techniques déstabilisatrices comme celles des engins à haute altitude.

Or, aucune des superpuissances n'a encore mis au point un système anti-satellites à haute altitude. Une interdiction de le faire est donc encore possible. Sans une entente de ce genre, on devra dépenser, des deux côtés, des sommes énormes qui pourraient être employées à des fins plus constructives. Sans une entente, on se lancera dans une surenchère qui rendrait plus probables encore les accidents et les erreurs de calcul. Qui plus est, un succès à ce chapitre contribuerait à relancer les négociations sur les systèmes anti-satellites fonctionnant à basse altitude.

Une autre menace à la stabilité serait que les armes stratégiques intercontinentales deviennent tellement mobiles qu'il soit pratiquement impossible de les repérer. Cela pourrait remettre en question la capacité des deux camps, ou de tout organisme international, à vérifier l'application des ententes de limitation des armements. Vous voyez le paradoxe. C'est pourquoi ces questions sont tellement difficiles intellectuellement que, trop souvent, la population et les hommes politiques eux-mêmes sont tentés de les laisser à des experts, à des comptables, à des gens qui font la mesure de tout cela, mais qui n'y apportent pas de dimension politique. Parce que si les armes sont trop fixes, évidemment l'ennemi sait où elles sont, et ces ogives nucléaires, on pourrait les détruire en commençant la guerre soi-même. On pourrait les détruire de sorte que l'autre ne pourrait pas répondre et on gagnerait la guerre contre lui en détruisant ses armes nucléaires.

C'est pourquoi ces armes sont déstabilisatrices. Il faut bien les lancer ou les perdre. « You use them or you lose them », comme dit le jargon. C'est pourquoi une certaine mobilité ramène la stabilité. Parce qu'elles sont mobiles, on sait que, dans un premier coup, l'ennemi ne réussirait pas à les détruire. Il ne sait pas exactement où elles sont, et donc il ne commencerait pas une guerre, parce qu'on en aurait d'autres à lui renvoyer et que les deux pays seraient détruits, ce qui n'est pas intéressant pour celui qui commence. Mais le paradoxe intervient parce que si elles sont trop mobiles, même avec les satellites, on n'arrive plus à les compter. Et si on n'arrive plus à les compter, eh bien, on ne peut pas vérifier si l'autre respecte les traités et les ententes comme SALT I et les autres ententes qu'on pourrait conclure.